



## Communiqué de presse

Le collectif « Une école, un pays, notre avenir » appelle à une journée d'action nationale le 19 mars. Si l'ensemble de ses composantes est résolu à condamner et combattre les choix budgétaires gouvernementaux, de nombreuses divergences subsistent sur la condamnation des réformes qui frappent le second degré (de la réforme des bacs pro 3 ans, à la réforme Chatel des séries générales en lycée, à la démolition de la voie technologique STI, en passant par le collège laissé à l'abandon et en mille morceaux).

Voilà pourquoi le SNES, le SNEP, le SNUEP, le SNASUB syndicats de la FSU appellent à la fois à réussir les manifestations locales mais aussi à donner un relief particulier au refus du démantèlement des enseignements du second degré en allant manifester à Paris.

Réussir le 19, c'est certes être tous ensemble dans le refus de retraits de moyens, mais c'est aussi progresser dans le rejet de réformes qui ont été vendues pour ce qu'elles ne font pas et qui, mises bout à bout, dessinent une école élitiste, socialement ségrégative, tournant le dos à l'intérêt général et aux principes ou valeurs du service public.

Le recteur convoque le 21 mars le CTPA (comité technique paritaire académique). L'ordre du jour de la consultation de cette instance porte essentiellement sur les suppressions d'emplois. La portée symbolique de cette date ne fait pas débat. Les représentants de la FSU ont donc décidé de ne pas siéger le lundi 21 mars. Ils appellent les personnels avec les parents et les élèves à multiplier ce jour-là les actions dans les établissements.

La grève et la manifestation régionale du 10 février (à l'appel des syndicats de la FSU et de la CGT), succédant à de fortes réactions dans nombre de collèges et lycées de l'académie, ont montré une forte opposition à la démolition du Service Public d'Education à laquelle se livrent Sarkozy, Fillon, Chatel. Des actions, diverses dans leurs modalités, mais poursuivant toutes le même objectif, se sont succédées depuis. Or non seulement le recteur est resté sourd mais il amplifie encore le retrait des moyens dans les établissements. En effet il projette aujourd'hui de retirer des établissements de second degré 112,5 emplois alors que le ministère lui demandait d'en rendre 95. Il restreint l'offre de formation et fragilise les sections sportives. De plus, il asphyxie les CIO en les ponctionnant de 9,5 emplois d'administratifs.

On peut d'autant plus s'interroger sur le regard que porte le ministère sur l'académie de Limoges que 62 postes d'AED viennent brutalement d'être retirés des établissements de l'académie alors qu'aucun document budgétaire national n'en faisait état.

Il est grand temps que le recteur prenne la mesure de la colère des parents, des élèves et des personnels. Son devoir aujourd'hui est de se retourner vers le ministre pour obtenir des moyens supplémentaires pour le Service Public d'Education dont on sait tous à quel point il est fondamental pour notre région.